



SEANCE DU BUREAU DU 24 SEPTEMBRE 2020
DECISION N° 2020-072- DB

Date d'affichage : 1 octobre 2020	Le vingt quatre septembre deux mille vingt à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Amphithéâtre E Giuliani au siège de l'Agglomération, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le dix sept septembre deux mille vingt.
Nombre de membres : 51	
En exercice : 51	
Quorum : 26	
Présents: 37	Membres présents en séance :
Excusé(s) : 7	Présents : (37)
dont pouvoir(s) : 5	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUALT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Absent(s) : 7	
Nombre de votants : 42	
Secrétaire de séance :	
M. Grégory PIERRE.	
	Excusé(s) : (7) Anatole MICHEAUD, Sophie TUBIANA, Astrid LELIEVRE, Yves BOUCHER, Pierre-Yves DOUET, Eric LEFIEVRE, Sylvie BEILLARD Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (5) Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Yves BOUCHER à Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DOUET à Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD à Isabelle DEVAUX Absent(s) : (7) Isabelle GRANDHOMME, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Alain BOURDIN, Pierre de BOUTRAY, Gilles BARDIN

ZI MÉRON À MONTREUIL-BELLAY : ACQUISITION DES PARCELLES CADASTRÉES ZT N° 38, ZT N° 39 ET ZT N° 40 AUPRÈS DE MONSIEUR ET MADAME MAINDRON

Dans le cadre de ses projets d'aménagements, la Communauté d'Agglomération a inscrit dans son PLUi différents projets d'aménagement notamment en faveur du développement économique.

La découverte d'espèces faunistiques et floristiques protégées dans la zone industrielle de Méron a nécessité une modification de l'urbanisation et une série de mesures de conservation et de compensation et ce en application des arrêtés ministériels et préfectoraux d'avril 2013. Parmi ces compensations, la Communauté d'Agglomération doit acquérir 50Ha 56a dans la ZI de Méron et à l'extérieur dans la Champagne de Méron (en plus des 40 Ha de la SODEMEL) dans le but de la création d'une réserve Naturelle Régionale.

Dans cette perspective, la Communauté d'Agglomération a souhaité acquérir auprès de Monsieur et Madame MAINDRON, les parcelles de terrains cadastrées ZT n° 38, ZT n° 39 et ZT n° 40, d'une superficie totale de 4ha 87a située dans la zone industrielle de Méron à Montreuil-Bellay.

Le vendeur a donné son accord pour la cession des parcelles au prix de 14 600,00 euros net de taxes.

Conformément à la réglementation en vigueur, la Communauté d'Agglomération n'est pas tenue de faire une demande d'avis domanial, puisque le montant total de l'acquisition des parcelles est inférieur à 180 000,00 euros.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral numéro DRCL/BSFL/2016-179 du 16 décembre 2016 instituant la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n° 2020/124 DC du 30 Juillet 2020 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions ;

Il est proposé au Bureau :

- **D'AUTORISER** l'acquisition des parcelles de terrains cadastrées ZT n° 38, ZT n° 39 et ZT n° 40, d'une superficie totale de 4ha 87a située dans la zone industrielle de Méron à Montreuil-Bellay au prix de 14 600,00 euros net de taxes auprès de Monsieur et Madame MAINDRON,
- **D'APPROUVER** les termes de la convention prise entre le vendeur et la Communauté d'Agglomération,
- **DE DONNER** tous pouvoirs à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant pour signer les actes à intervenir, et notamment toutes les pièces qui lui sont subséquentes, ainsi que l'éventuel protocole d'accord ou compromis de vente ou promesse de vente,
- **D'AUTORISER** la prise en charge par la Communauté d'Agglomération des éventuels frais de notaires et de bornage liés à cette acquisition,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant à signer la convention établie entre le vendeur et la Communauté d'Agglomération,
- **D'APPROUVER** que l'acte notarié et notamment toutes les pièces qui lui sont subséquentes, soient établis par notaire,
- **D'AUTORISER** l'imputation des dépenses résultant de cette acquisition sur le budget de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 42 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 3ème trimestre 2020



Jacques GOULET

Matière de l'acte	3 Domaine et patrimoine	3.1 Acquisitions
-------------------	-------------------------	------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »